



## Avec Martine AUBRY, changer à gauche pour changer la France

### 10 propositions pour un nouveau modèle de société

Une conviction a déterminé les propositions de la motion D autour de Martine AUBRY : **le capitalisme financier est en échec**. Les faits nous donnent malheureusement raison. Avec Martine AUBRY, nous voulons construire **un nouveau modèle économique, social, écologique, culturel, démocratique**. Un modèle inscrit dans l'économie de marché, mais un marché maîtrisé par la puissance publique (Etat, collectivités locales, Europe, institutions internationales) et une économie au service de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'accès aux droits, de l'innovation. Cette ambition nous l'avons pour notre pays, pour l'Europe et pour la planète. Nous voulons réarmer la **puissance publique, mais aussi la moderniser** pour être plus efficaces et plus aptes à prendre en compte les aspirations individuelles.

### 10 propositions qui illustrent la démarche de notre motion

- 1 **Faire passer l'Économie avant la Finance** : modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéficiaires réinjectés dans l'entreprise, interdiction des stock-options pour les cadres dirigeants, durcissement des règles applicables aux organismes financiers, contrôle et alerte par le FMI, taxe mondiale pour ralentir les mouvements de capitaux (taxe «Tobin») ; décourager les licenciements boursiers en faisant payer aux entreprises qui en ont les moyens le reclassement des salariés et la création des emplois.
- 2 **Créer des Fonds souverains en France et en Europe** pour investir dans des activités stratégiques pour notre pays et garantir la pérennité des activités stratégiques (industrie)...
- 3 **Redistribuer les richesses et relancer le pouvoir d'achat en commençant par les salaires...** : hausse du SMIC ; suppression d'une partie des allègements de charges aux entreprises qui n'ont pas conclu d'accord salarial depuis deux ans ; allocation d'autonomie pour les étudiants ; grande réforme fiscale supprimant notamment les niches fiscales injustes...
- 4 **... en plafonnant les loyers** là où ils sont trop élevés dans l'attente de nouveaux logements dont la construction sera relancée vigoureusement en fixant des objectifs ambitieux et contraignants de logements sociaux, et de logements intermédiaires.
- 5 en faisant **rembourser 50 % des abonnements transports** en commun par les entreprises ; en créant une allocation énergie financée par une taxe sur les superprofits de toutes les entreprises pétrolières présentes sur le territoire national ; en créant une Communauté Européenne de l'Énergie pour maîtriser la production, les énergies renouvelables, les approvisionnements, les coûts.
- 6 **Créer une sécurité sociale professionnelle** qui permet à chacun de se former, de progresser professionnellement, de rebondir et de refaire du CDI la norme en pénalisant financièrement les entreprises abusant des contrats précaires.
- 7 **Sauver l'École de la République** en faisant confiance aux enseignants et en leur donnant les moyens de trouver en chaque enfant les voies de sa réussite et plus largement défendre les services publics et leur présence sur tout le territoire.
- 8 **Supprimer les franchises médicales** et reconstruire un système de santé solidaire, fondé sur l'égalité d'accès aux soins et à la prévention, aux médecins et à l'hôpital partout sur le territoire.
- 9 **Construire notre Europe** : grands emprunts pour financer la recherche et les infrastructures, convergence sociale et fiscale, clause de sauvegarde sociale pour qu'aucune directive européenne ne se traduise par un recul de la législation dans un pays de l'Union ; établissement d'une directive cadre sur les services publics ; changer la politique commerciale pour passer du libre échange au juste échange en calibrant les tarifs extérieurs de l'Union européenne afin que nos industries se modernisent sans pénaliser les pays en développement.
- 10 **Faire rentrer l'écologie** dans l'ensemble de nos propositions : modes de production, de distribution, de déplacement, de construction, urbanisme, fiscalité écologique, taxe carbone.